

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, notamment sur la construction européenne, les relations franco-allemandes et sur la situation au Proche et Moyen Orient, à Berlin le 25 mars 2007.

LE PRESIDENT - Je suis très heureux d'être à Berlin pour commémorer ce cinquantième anniversaire des Traités de Rome. Je voudrais, à nouveau, féliciter très chaleureusement l'Allemagne, le Président fédéral, M. KÖHLER, et la Chancelière, Mme Angela MERKEL, pour l'organisation absolument remarquable de l'ensemble de ce grand événement marqué, notamment, par un discours de la Chancelière qui reflétait tout à fait les réflexions, aussi bien allemandes que françaises, sur cette ambition essentielle, qui est celle de l'Europe.

Berlin, c'est un double symbole : c'est évidemment le symbole de la réconciliation franco-allemande, que nous devons, essentiellement, à la vision qu'ont eue deux hommes, le Chancelier ADENAUER et le Général de GAULLE. Elle est, en quelque sorte, la pierre angulaire de la construction européenne. Car il n'y a pas de construction européenne possible, dynamique, s'il n'y pas un accord franco-allemand, qui est indispensable. C'est ce que nous avons toujours observé. Autrement, il y a des difficultés.

Berlin, c'est aussi le symbole de la réunification de l'Allemagne et de la réunification, plus largement, de l'Europe. C'est ce qui explique d'ailleurs qu'il était particulièrement opportun de faire cette manifestation, cette commémoration, ici, à Berlin. C'est une ville qui peut être fière de son succès, de ce qu'elle incarne. C'est le symbole du retour des pays de l'Europe centrale et orientale, libérés du rideau de fer, sur le chemin de la transition démocratique et du succès de la démocratie européenne.

Je voudrais profiter de cette occasion pour rendre un hommage particulier à un grand Français et un grand Européen, qui était là hier et ce matin, M. Maurice FAURE. Il est le dernier négociateur et signataire vivant du Traité. Il est, avec Robert SCHUMANN et Jean MONNET, l'un des inspirateurs de l'engagement européen de la France.

Voici 50 ans, le Traité de Rome marquait une rupture décisive avec un passé de guerre, d'oppression et il marquait la victoire de l'humanisme contre la barbarie, le commencement d'une des oeuvres capitales de l'Histoire de notre continent. Et nous pouvons être très fiers, c'est ce qu'a dit ce matin, à juste titre, Mme MERKEL, d'avoir réalisé l'idéal d'une Europe réconciliée et réunifiée, qui enracine sur l'ensemble de son territoire la paix, la démocratie, les droits de l'Homme, le progrès social, et qui fait de l'Europe une force de paix, de stabilité, de progrès dans le monde d'aujourd'hui. C'est un grand succès.

Cinquante ans, c'est court. C'était hier en réalité. Et l'aventure européenne ne fait que commencer. Sa poursuite est absolument vitale. Vitale pour garantir la paix et la démocratie face aux résurgences toujours possibles du nationalisme, du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie. Vitale pour relever les défis de notre siècle : le défi écologique, et l'Europe vient d'affirmer clairement son leadership mondial dans la lutte contre le changement climatique et le défi économique, scientifique, industriel pour que nous restions à l'avant-garde du progrès, que nous restions une grande puissance économique. Le corollaire de ce défi, c'est le défi social, c'est-à-dire le maintien de notre modèle social européen, qui est le garant de notre cohésion. Le

défi de la solidarité avec l'Afrique, vital pour l'avenir et légitime, aussi bien sur le plan moral que sur le plan politique, avec une action qui doit s'amplifier, en permanence, contre la pauvreté. C'est également la maîtrise, les deux allant de pair, des flux migratoires, dont l'origine est pour l'essentiel due à la pauvreté. Le défi aussi de la sécurité face au terrorisme et au crime organisé. Le défi du dialogue des cultures face à une espèce de choc des civilisations que certains voudraient voir arriver. Le défi du monde multipolaire enfin, où l'Europe doit prendre dorénavant toute sa place. L'évolution du monde fait que nous passons d'une période où le monde était unipolaire à un monde multipolaire. Pour répondre à ces défis, il nous faut une Europe puissante, forte de sa diversité et de sa cohésion sociale, qui soit tournée vers l'innovation et qui assume sans complexe sa vocation politique.

Tous les gouvernements français, -je voudrais quand même souligner cela, car je vois parfois des observations critiques et à courte vue-, tous les gouvernements français, depuis cinquante ans, ont eu à coeur d'y apporter leur contribution, et ceci dans une continuité qui mérite d'être soulignée.

Pour ma part, j'ai veillé à ce que la France soit toujours une force de proposition et une force de progrès pour l'Europe. Ces douze dernières années ont été marquées par des progrès considérables. L'Euro, par exemple. La France a eu un rôle déterminant dans le fait que nous avons pu mettre en place l'Euro. La réunification du continent, c'est-à-dire les élargissements successifs, auxquels la France a toujours été favorable, et pour lesquels elle a toujours plaidé. L'Europe de la Défense qui avait connu un échec au début et qui a été relancée, sur une initiative française, je le rappelle, ou plus exactement franco-britannique, à Saint-Malo, en 1997. Ce qui a permis de relancer concrètement l'Europe de la Défense, d'une manière adaptée aux exigences modernes. Ces efforts doivent être poursuivis de bien d'autres actions encore. La liberté de circulation et le renforcement de la sécurité. Les progrès de l'Europe de l'écologie qui se sont manifestés, notamment, au dernier Conseil européen. Des progrès auxquels la France n'est pas tout à fait étrangère, comme vous le savez. Nous avons milité longtemps pour cela. Rien de tout cela n'aurait été possible s'il n'y avait pas eu, fondamentalement, un accord entre la France et l'Allemagne.

Nous n'avons pas pu mener à bien la réforme institutionnelle. Mais les bases sont solides. Je pense que la solution sera tout naturellement trouvée à partir des réflexions menées par la présidence allemande, qui se termineront, à la fin de 2008, par la présidence française. Je ne suis donc pas inquiet. Je partage tout à fait, d'ailleurs, nous en avons souvent parlé, l'analyse qu'a développée Mme Angela MERKEL, ce matin.

La belle déclaration, que nous avons adoptée, ce matin, adresse aux citoyens européens un message de confiance et d'espoir. C'est un message nécessaire et c'est un message justifié. Lorsqu'on regarde, en perspective, tout ce qui s'est passé, et où nous en sommes, on peut considérer que le message d'espoir qui a été exprimé est un message justifié.

Cette déclaration nous invite à nous souvenir que ce qui nous rassemble est beaucoup plus important, à tous égards, que ce qui nous divise, à comprendre que pour relever les défis de ce siècle, nous avons besoin d'une Europe forte, forte de ses valeurs, forte de sa diversité, forte de son modèle social, d'une Europe qui assume pleinement ses responsabilités dans le monde d'aujourd'hui. Voilà pourquoi j'ai particulièrement apprécié cette manifestation, qui fort opportunément se passait à Berlin et était, à ce titre, comme je l'ai dit, doublement symbolique. Et qui s'est passée, en plus, avec un très beau soleil, un temps superbe, ce qui est un signe positif pour l'avenir. Le temps était avec nous !

QUESTION - Je suppose que vous n'avez pas eu : « un plat de porc aux bananes vertes » à votre menu. C'est le titre d'un roman de Simone et André SCHWARZ-BART. Vous avez parlé de solidarité avec l'Afrique mais aussi de diversité. Je voudrais vous demander si, aujourd'hui, les nouvelles qui nous viennent d'Amérique du Sud, où l'on constate que les multinationales ont financé la rébellion, vous conforte dans votre détermination à protéger les productions d'Outre-Mer, mais aussi à être un porte-parole de la préférence communautaire ? Car vous savez très bien que ce Traité a eu, aussi, un parfum de banane, à l'époque.

LE PRESIDENT - D'abord, vous savez parfaitement l'importance que j'attache, et que j'ai toujours attachée, à l'Outre-Mer. Je me suis toujours fait le défenseur en Métropole, comme en Europe, des intérêts des populations et de l'activité économique Outre-Mer. Je n'ai jamais manqué une occasion, lorsqu'il y avait un problème, d'expliquer, d'intervenir auprès de la Commission pour éclairer la nature de ces problèmes. Je pense au rhum, je pense à la banane. Et je n'ai jamais manqué, lorsque le Conseil en délibérait, de défendre les intérêts de l'Outre-Mer. Je ne vous apprends rien en vous disant cela, vous le savez. Je ne changerai pas de position. L'Outre-Mer fait fondamentalement partie de la France, et la France est fière de son Outre-Mer, c'est une partie consubstantielle de son existence internationale. J'aurai donc l'occasion, j'en suis sûr, à nouveau, de souligner l'importance que ces problèmes ont pour la France, et qui ne sont pas contestés, dans l'état actuel des choses, par nos amis européens.

QUESTION - C'est votre dernier Conseil européen, Monsieur le Président. Je crois savoir que Mme MERKEL vous a rendu hommage durant le déjeuner. J'aimerais en savoir un petit peu plus, et si ce dernier rendez-vous vous procure une émotion particulière ?

LE PRESIDENT - Oui, c'est toujours émouvant d'entendre un hommage, surtout s'il est chaleureux et sympathique, ce qui était le cas du propos de la Chancelière, à la fin de notre déjeuner. Propos qui a d'ailleurs été approuvé par des applaudissements, relativement longs, de la part de l'ensemble de nos collègues.

La Chancelière m'a dit des choses aimables, que je ne répéterai pas. Mais elle a dit des choses aimables, je vous le dis tout de suite... Son propos personnel et politique, ce matin, était très fortement marqué par la conscience évidente, et qui existe depuis très longtemps, de la nécessité d'un accord franco-allemand, si l'on veut progresser. L'Europe est, pour une large part, fondée sur un accord franco-allemand. Je ne dis pas que les intérêts franco-allemands doivent s'imposer aux autres, ce n'est pas du tout ce que je veux dire. Je veux dire simplement que, s'il y a un accord franco-allemand, les choses se développent plus ou moins bien, mais que s'il n'y a pas d'accord franco-allemand, l'Europe se bloque. Il faut en avoir conscience. La caractéristique du couple franco-allemand, on peut dire ce que l'on veut, s'est toujours imposée, quels que soient les Chefs de gouvernements, en France et en Allemagne, comme une nécessité essentielle à l'évolution de l'Europe.

QUESTION - Est-ce que vous pouvez nous dire si elle vous a fait un cadeau ? Et aussi un petit mot, vous qui préférez l'action à l'introspection, sur cette journée : est-ce que vous n'avez pas eu un petit pincement au coeur, alors que c'était la dernière fois que vous rencontriez vos homologues européens ? Vont-ils vous manquer ?

LE PRESIDENT - La Chancelière m'a effectivement fait un cadeau. La Chancelière sait que je suis buveur de bière, cela ne lui a pas échappé... Ce qui n'est en rien un désaveu des producteurs de vin, chacun le comprend, naturellement. Elle m'a donc offert une superbe chope de bière, mais pas n'importe laquelle : c'est une chope de bière tout à fait remarquable, de 1710, avec un couvercle tout à fait remarquable, de 1719. C'est une très belle pièce, et je dois dire que cela m'a fait particulièrement plaisir. J'en ai été très heureux.

Vous me demandez si j'ai un pincement au coeur. Je n'ai pas le coeur sensible, en tous les cas, de ce point de vue. Les choses sont ce qu'elles sont. J'avais décidé que ce serait effectivement mon dernier Conseil. Et j'ai eu beaucoup de plaisir à voir mes collègues une dernière fois, officiellement, en tant que membre du Conseil. Ils m'ont chaleureusement salué, amicalement serré la main en partant. J'en garderai un très bon souvenir. Voilà, c'est un moment agréable, que j'ai passé ici, grâce notamment à l'organisation de Mme MERKEL.

QUESTION - Mme MERKEL n'a pas invité la Turquie à Berlin, en disant aux journalistes, « rendez-vous dans cinquante ans avec la Turquie ». Comment pouvez-vous commenter cela ?

LE PRESIDENT - Il ne faut pas mélanger les genres. Aujourd'hui, c'était uniquement les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Europe des vingt-sept. Il était tout à fait légitime qu'elle ait pris cette décision et j'espère, qu'ultérieurement, la Turquie, devenant membre de l'Union européenne, aura l'occasion de siéger à part entière, à sa place. Avant cinquante ans, naturellement. Je l'espère.

QUESTION - Comment concevez-vous le rôle que l'Europe pourrait maintenant jouer pour le

QUESTION - Comment concevez-vous le rôle que l'Europe pourrait maintenant jouer pour le règlement de la paix au Proche-Orient ? Quel est le message que vous laissez à vos collègues européens sur ce sujet ? Dans ce contexte, est-ce que l'affaire des soldats britanniques enlevés par les Iraniens a été soulevée au déjeuner, ou dans des conversations entre les différents Chefs d'Etats ?

LE PRESIDENT - Sur l'affaire des soldats britanniques, je n'ai pas besoin de vous dire que nous sommes tous solidaires, nous avons tous affirmé notre solidarité totale avec la Grande-Bretagne, cela va de soi. Donc, je n'ai pas besoin de commenter. D'autant qu'il apparaît clairement que ces soldats n'étaient pas en zone iranienne à ce moment là.

Pour ce qui concerne le Moyen-Orient, nous sommes toujours inquiets de la situation. Vous avez évoqué ce qui devait et pouvait être fait. L'essentiel est d'essayer de rebâtir la confiance entre les parties, entre les Palestiniens et les Israéliens, c'est essentiel. Cette confiance, pour des raisons que l'on peut expliquer, a existé et s'est détériorée. Il faut maintenant la reconstruire. C'est un effort de longue haleine qui demande beaucoup d'effort et beaucoup de cœur. J'ai, ce matin, remis la cravate de Commandeur de la Légion d'Honneur au grand Chef d'orchestre, Monsieur BARENBOÏM. J'ai, notamment, souligné qu'il était un militant de la paix. Qu'il avait organisé, mis en place, une organisation qui s'appelle le « West Eastern Divan », dans laquelle il regroupe des musiciens palestiniens et israéliens qui donnent des concerts ici ou là. Ce qui est un élément de contact. Je crois qu'il faut multiplier ces initiatives si l'on veut retrouver la confiance qui permette à nouveau de discuter entre Palestiniens et Israéliens. Pour le moment, cela n'est pas le cas.

QUESTION - Monsieur le Président, en dehors de la journée historique du 25 mars, quel est votre moment le plus marquant en Allemagne, à Berlin, puisque vous avez pu rencontrer plusieurs chanceliers ? Un moment marquant en politique, ou par rapport à la société allemande ou une ville allemande ?

LE PRESIDENT - Je pourrais multiplier les exemples. J'ai toujours eu avec les dirigeants allemands, Helmut KOHL, le Chancelier SCHRÖDER, avec aujourd'hui Mme MERKEL, des relations à la fois de confiance et d'amitié. Si bien que toutes mes rencontres avec le Chancelier allemand, quel qu'il soit, ont toujours été pour moi des moments privilégiés. Parce que c'est un moment où deux responsables peuvent se parler, sans contrainte. Avec le Chancelier allemand, ou la Chancelière, j'ai toujours eu le sentiment que je pouvais dire ce que je pensais, sans détour, sans difficulté, sans problème et sans risquer de vexer ou de créer des difficultés. Cela est tout à fait capital, et c'est très rare. Je n'ai ce sentiment, pour tout dire, qu'avec les Chanceliers allemands successifs. C'est la raison pour laquelle chacune de mes rencontres avec eux a été pour moi un moment privilégié, un moment où le politique peut s'exprimer tout naturellement, dire quels sont ses craintes, ses soucis, ses problèmes, quelles sont les difficultés qu'il connaît sur le plan national, sans que cela risque d'être exploité ou d'avoir des conséquences. C'est l'esprit dans lequel j'ai toujours parlé avec Mme MERKEL, comme avec M. SCHRÖDER. Moins avec M. KOHL, que j'ai moins connu, mais enfin tout de même bien connu lorsque j'étais Premier ministre et qu'il était lui-même Chancelier.

QUESTION - Monsieur le Président, pensez-vous qu'avant la fin de votre mandat, vous pourrez donner l'impulsion pour une nouvelle résolution au Conseil de sécurité pour la création d'un tribunal international pour juger les criminels responsables de l'assassinat du Président Rafic Hariri et des autres assassinats au Liban ? Vous avez eu le Président Poutine au téléphone il y a quelques jours et avez-vous eu l'impression que la Russie mettrait son veto sur une résolution qui créerait le tribunal par le chapitre 7 ?

LE PRESIDENT - Le tribunal international, et sa création urgente après le sommet de Riyad, me paraît une nécessité absolue, conforme à la justice. Car il est normal que les assassins de Rafic Hariri et les responsables des quinze assassinats qui ont suivi soient dénoncés et sanctionnés. Pour une raison de justice mais également pour une raison de dissuasion. S'il n'y a pas création du tribunal international, alors, les coupables seront en quelque sorte libres et même encouragés à continuer ce genre d'intervention politique, par la voie des assassinats. Tandis que s'il y a un tribunal qui existe, qui est organisé, qui est susceptible de réagir et de condamner, alors c'est un élément de dissuasion. J'ai eu souvent l'occasion de souligner ce point, tant avec les dirigeants

des pays arabes, qu'avec les dirigeants européens, ou russes ou chinois. Il est nécessaire sur le plan de la dissuasion d'avoir le tribunal international. Il faut le créer d'urgence.

J'ajoute que le dernier rapport de M. Brammertz montre bien qu'il pense que l'origine de ces actions est d'ordre politique. Par conséquent, il faut le faire. Il est souhaitable que les autorités libanaises, -il y a au Liban un gouvernement légitime qui ne peut pas être contesté-, prennent elles-mêmes les initiatives qui s'imposent. C'est-à-dire qu'elles arrêtent les modalités de mise en oeuvre du tribunal. Dans l'hypothèse où les circonstances locales libanaises rendraient difficile ou impossible cette position, il faudra bien trouver une autre issue, urgente. Et cela ne peut être effectivement qu'une décision du Conseil de sécurité de l'ONU, prise sous chapitre 7.

Personnellement, je serai, à ce moment là, favorable à cette initiative. Mais, je le répète, il serait préférable que ce soit le Liban qui en soit à l'origine. Mais on ne peut plus attendre. Il faut maintenant rapidement prendre une initiative et je souhaite qu'elle puisse avoir lieu avant la fin de mon mandat.

QUESTION - Après ce 50ème anniversaire, l'année prochaine sera le 150ème anniversaire des relations franco-japonaises. Vous ne serez plus malheureusement à l'Elysée. Quel rôle pourriez-vous jouer pour maintenir, peut-être avancer, les relations pas seulement entre les deux pays, mais aussi entre l'Europe et l'Asie ?

LE PRESIDENT - Je regretterai incontestablement de ne plus être en charge, au moment du 150ème anniversaire des relations franco-japonaises. Vous savez que j'ai pour le Japon beaucoup d'estime, de respect et beaucoup d'admiration pour sa civilisation, sa culture. Vous me trouverez toujours parmi les gens qui développeront la nécessité des relations entre le Japon et la France mais aussi entre l'Asie et l'Europe. De cela, vous pouvez être assuré.

QUESTION - Monsieur le Président, le Conseil de sécurité a voté hier soir à l'unanimité une résolution sur l'Iran. Quelle est la portée de cette résolution et en quoi de nouvelles sanctions contre l'Iran peuvent-elles être aujourd'hui plus efficaces ?

LE PRESIDENT - Nous souhaitons trouver une solution équilibrée à ce problème. Il y a un préalable qui s'impose. C'est que l'Iran accepte d'interrompre les actions qui sont dénoncées. Vous savez que la France a fait une proposition à cet égard, consistant à avoir une négociation à partir d'une interruption, d'une part, des opérations contestables et contestées de l'Iran, et d'autre part, du recours au Conseil de sécurité.

L'Iran n'a pas cru devoir l'accepter. Dans un premier temps, la communauté internationale, unanime, s'est prononcée pour des sanctions de nature personnelles ou économiques. Dans un deuxième temps, n'ayant pas eu de réponse de l'Iran, le Conseil de sécurité, hier, a de nouveau adopté une décision de sanctions renforcées. Je me permets de vous le faire remarquer, à l'unanimité. Il y a quelques jours, on pensait que certains contesteraient ce projet de résolution. Je crois que l'Iran serait maintenant bien inspiré de comprendre que la proposition française avait, au fond, des avantages, c'est-à-dire d'accepter d'interrompre l'action contestée, d'interrompre la saisine du Conseil de sécurité, de discuter, chacun étant libre ensuite, en fonction du résultat de ces discussions, de prendre la position qu'il souhaitera.

Je vous remercie.